

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2015/24235]

18 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal fixant un cadre pour la définition des exigences de biodégradabilité et de désintégrabilité des produits conçus pour être évacués dans les toilettes

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal fait suite à une demande des opérateurs régionaux de l'épuration de l'eau et a été préparé également avec les représentants des fabricants des produits concernés.

L'arrêté vise à encadrer une évolution du comportement du consommateur face à de nouveaux produits. Il impose des conditions de biodégradabilité aux produits destinés à être évacués par les canalisations et impose un étiquetage des produits qui y ressemblent afin de permettre aux consommateurs de distinguer les produits. Ce qui n'est manifestement pas le cas pour le moment.

La motivation essentielle est le coût lié au traitement de ce type de déchets quand ils sont évacués de manière non appropriée. Il s'agit également de contribuer à atteindre les objectifs de la directive-cadre eau et la stratégie européenne milieu marin.

Le respect des conditions de mise sur le marché de produits conçus pour être évacués dans les toilettes sont démontrés par les essais prévus à l'annexe II. Il est possible de présenter un seul dossier pour un ensemble de produits, sur base d'une justification précise.

Chaque responsable de la mise sur le marché au sens de l'article 2, 3° de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs doit veiller à la conformité de ces produits. Celle-ci est démontrée en constituant un dossier qui contient les résultats des essais prévus par l'annexe II et tout autre élément pertinent.

Ce dossier doit être présenté au service compétent pour le contrôle sur simple demande. Ce dossier peut par exemple être disponible par voie électronique sur l'internet et imprimé immédiatement sur simple demande.

La normalisation des méthodes d'essais est insuffisante à ce jour, la plupart des méthodes d'essais reprises dans cet arrêté sont dérivées de celles développées par les entreprises. L'un des essais n'étant pratiqué que par un seul laboratoire accrédité en Europe, son entrée en vigueur a été postposée en 2019.

Dans l'intervalle, le service compétent collabore avec les instituts de normalisation pour développer une norme d'essai robuste. L'administration procédera avant 2020 à une évaluation des présentes dispositions et, en fonction des évolutions, il sera envisagé d'adapter les annexes de cet arrêté.

En ce qui concerne les méthodes d'essais de l'OCDE, elles seront reprises en français et traduites en néerlandais sur le site internet www.health.fgov.be.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

La Ministre de l'Environnement,
Mme M.-C. MARGHEM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2015/24235]

18 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot vaststelling van een kader voor het bepalen van de vereisten inzake biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit volgt op een verzoek van de regionale operatoren voor de waterzuivering en werd ook voorbereid met de vertegenwoordigers van de fabrikanten van de betrokken producten.

Het besluit heeft als doel een kader te scheppen voor een evolutie in het consumentengedrag in het licht van nieuwe producten. Het besluit legt vast dat producten die zijn bestemd om via de leidingen te worden afgevoerd biologisch afbreekbaar moeten zijn en dat soortgelijke producten een etiket moeten dragen zodat de consument de producten kan onderscheiden. Op het ogenblik is dit nog niet het geval.

De essentiële motivering is de kostprijs in verband met de verwerking van dit soort afvalstoffen wanneer ze niet op de passende wijze worden afgevoerd. Het is bovendien de bedoeling om bij te dragen aan het behalen van de doelstellingen van de kaderrichtlijn water en de Europese strategie voor het mariene milieu.

Het respecteren van de voorwaarden bij het op de markt brengen van producenten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd, wordt aangetoond door de testen voorzien in bijlage II. Het is mogelijk om één enkel dossier te presenteren voor een geheel van producten, op basis van specifieke rechtvaardiging.

Iedere verantwoordelijke voor het op de markt brengen in de zin van artikel 2, 3° van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers moet toezien op de conformiteit van deze producten. Dit wordt aangetoond door het creëren van een dossier die resultaten bevat van testen voorzien door bijlage II en alle andere relevante elementen.

Dit dossier moet aan de bevoegde dienst voorgelegd worden voor controle op eenvoudige vraag. Dit dossier kan bijvoorbeeld elektronisch beschikbaar zijn op het internet en onmiddellijk afgedrukt worden op eenvoudig verzoek.

De normatieve basis van de testmethodes is op vandaag onvoldoende, het grootste deel van de testmethoden in dit besluit is afgeleid van deze ontwikkeld door de bedrijven. Omdat één van de tests maar wordt uitgevoerd door slechts één enkel geaccrediteerde laboratorium in Europa, is de in werking treding uitgesteld tot 2019.

In de tussentijd zal de bevoegde dienst samenwerken met de normalisatie-instituten om een solide testnorm te ontwikkelen. De administratie zal voor 2020 een evaluatie van de huidige bepalingen uitvoeren en afhankelijk van de ontwikkelingen zal overwogen worden de bijlagen bij dit besluit aan te passen.

Wat betreft de testmethodes van de OESO, zij zullen hernomen worden in het Frans en vertaald in het Nederlands op de website www.health.fgov.be.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Leefmilieu,
Mevr. M.-C. MARGHEM

Conseil d'Etat, section de législation

Avis 57.600/1 du 23 juin 2015 du Conseil d'Etat, section de législation, sur un projet d'arrêté royal fixant un cadre pour la définition des exigences de biodégradabilité et de désintégrabilité des produits conçus pour être évacués dans les toilettes

Le 29 mai 2015, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant un cadre pour la définition des exigences de biodégradabilité et de désintégrabilité des produits conçus pour être évacués dans les toilettes'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 11 juin 2015.

La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'Etat, Marc RIGAUX et Michel TISON, assesseurs, et Marleen VERSCHRAEGHEN, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Kristine BAMS, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wouter PAS, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 juin 2015.

Portée et fondement juridique

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de déterminer les exigences pour les produits conçus pour être évacués dans les toilettes.

2.1. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 décembre 1998 'relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs' procure au projet son fondement juridique. En vertu de cet alinéa, le Roi, peut, afin de protéger l'environnement, la santé publique ou les travailleurs et de promouvoir des modes de production et de consommation durables, prendre des mesures en vue 1° de réglementer, suspendre, ou interdire la mise sur le marché d'un produit ; 3° de réglementer les caractéristiques, la composition, l'emballage, la présentation et le conditionnement d'un produit en vue de sa mise sur le marché et de déterminer de quelle façon le respect de ces règles doit être démontré ou indiqué ; 5° de fixer les critères d'analyse, d'essai ou d'étude d'un produit ou d'une catégorie de produits et de leur cycle de vie en vue de la détermination de leur durabilité et des dangers ou risques potentiels de leur mise sur le marché pour la santé publique ou l'environnement et d'imposer des analyses, des essais ou des études selon ces modalités ; 10° de déterminer des règles spécifiques pour l'étiquetage d'un produit ou d'une catégorie de produits.

Le préambule du projet vise également le point 6° de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 décembre 1998. Cette disposition ne procure pas en tant que telle un fondement juridique au projet. La référence qui y est faite dans le premier alinéa du préambule sera omise.

2.2. L'article 9 du projet règle l'accréditation des laboratoires susceptibles d'être chargés de l'analyse des échantillons. Cette disposition trouve un fondement juridique dans l'article 15, § 3, de la loi du 21 décembre 1998, qui habilite le Roi à fixer, notamment, les conditions régissant l'agrément des laboratoires pour effectuer les analyses y visées.

Examen du texte

Préambule

3. Eu égard à l'observation formulée sous le point 2 à propos du fondement juridique, on ajoutera, dans le premier alinéa du préambule, la référence à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, de la loi du 21 décembre 1998 ainsi que la référence à l'article 15, § 3, de cette loi et on supprimera la référence à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, de cette loi.

4. Le projet trouvant également un fondement juridique dans l'article 15, § 3, de la loi du 21 décembre 1998, il doit être proposé conjointement par les ministres qui ont l'Environnement, la Santé publique et les Affaires économiques dans leurs attributions.

Articles 3 et 4

5. Il est recommandé d'ajouter aux articles 3 et 4 du projet une phrase introductive indiquant que sont fixées des caractéristiques auxquelles les produits doivent répondre pour pouvoir être mis sur le marché. On peut, par exemple, intégrer la phrase introductive suivante : « Pour être mis sur le marché, les produits répondent, ... ».

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 57.600/1 van 23 juni 2015 van de raad van state, afdeling wetgeving, over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van een kader voor het bepalen van de vereisten inzake biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd'

Op 29 mei 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van een kader voor het bepalen van de vereisten inzake biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 11 juni 2015.

De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden, Marc RIGAUX en Michel TISON, assessoren, en Marleen VERSCHRAEGHEN, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Kristine BAMS, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wouter PAS, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 juni 2015.

Strekking en rechtsgrond

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe de vereisten te bepalen voor de producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd.

2.1. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 21 december 1998 'betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers'. Krachtens dat lid kan de Koning, teneinde het leefmilieu, de volksgezondheid of de werknemers te beschermen en duurzame productie- en consumptiepatronen te bevorderen, maatregelen nemen om 1° het op de markt brengen van een product te regelen, op te schorten of te verbieden; 3° de eigenschappen, samenstelling, verpakking, presentatie en conditionering van een product met het oog op het op de markt brengen ervan, te reglementeren en de wijze te bepalen waarop bewezen of te kennen moet worden gegeven dat aan deze regels voldaan wordt; 5° de criteria te bepalen voor de analyse, het testen en de studie van een product of productgroep en zijn levenscyclus met het oog op het bepalen van de duurzaamheid en van de potentiële gevaren of risico's van het op de markt brengen ervan voor de volksgezondheid of het leefmilieu en de analyses, de testen of de studies volgens deze modaliteiten op te leggen; 10° specifieke regels te bepalen inzake het etiketteren van een product of productgroep.

In de aanhef van het ontwerp wordt ook verwezen naar punt 6°, van artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 21 december 1998. Deze bepaling biedt als dusdanig geen rechtsgrond aan het ontwerp. De verwijzing ernaar in het eerste lid van de aanhef dient te worden weggelaten.

2.2. Artikel 9 van het ontwerp regelt de accreditatie van de laboratoria die met de ontleiding van de proefmonsters kunnen worden belast. Deze bepaling vindt rechtsgrond in artikel 15, § 3, van de wet van 21 december 1998, dat de Koning machtigt tot het bepalen van onder meer de voorwaarden van erkenning van de laboratoria voor het uitvoeren van de daar bedoelde analyses.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

3. Gelet op hetgeen sub 2 over de rechtsgrond werd opgemerkt moet in het eerste lid van de aanhef de verwijzing naar artikel 5, § 1, eerste lid, 10°, van de wet van 21 december 1998 worden toegevoegd, alsook de verwijzing naar artikel 15, § 3, van deze wet, en moet de verwijzing naar artikel 5, § 1, eerste lid, 6°, van deze wet worden geschrapt.

4. Aangezien het ontwerp ook rechtsgrond vindt in artikel 15, § 3, van de wet van 21 december 1998, moet het ontwerp gezamenlijk worden voorgedragen door de ministers die bevoegd zijn voor het Leefmilieu, de Volksgezondheid en de Economische Zaken.

Artikelen 3 en 4

5. Het verdient aanbeveling een inleidende zin aan de artikelen 3 en 4 van het ontwerp toe te voegen waaruit blijkt dat eigenschappen worden vastgelegd die de producten moeten hebben om op de markt te kunnen worden gebracht. Dit kan bijvoorbeeld met de volgende inleidende zin : "Om in de handel te worden gebracht, voldoen de producten ...".

Article 9

6. L'article 9 du projet vise la norme technique NBN EN ISO/CEI 17025. Ainsi, il est fait référence à une norme technique qui n'a pas été publiée conformément à l'article 190 de la Constitution et qui n'est donc en principe pas opposable à tous. Compte tenu, notamment, de la nature particulière et de la technicité de la matière concernée, cette réglementation par référence peut en principe être acceptée en l'occurrence, pour autant que l'accessibilité de ces normes soit garantie (ce qui implique, notamment, la disponibilité d'un texte français et néerlandais des normes concernées) et, en outre, qu'il puisse être déterminé, avec toute la sécurité juridique nécessaire, quelle version de celles-ci est d'application à un moment donné.

Annexe 2

7. L'annexe 2 du projet fait référence, sous la rubrique 'Critère I – Test de pompage', à la « pompe ITT Flygt, modèle C-3085.183 ». Le projet doit être complété afin de permettre qu'une pompe équivalente puisse également être prise en considération pour le système d'essai.

8. La même annexe du projet vise, sous la rubrique 'Critère II', les méthodes d'essais OCDE 301b et OCDE 311. Une version anglaise et française de ces normes techniques internationales peut être consultée gratuitement sur les pages web de l'OCDE.

Il est ainsi fait référence à une norme technique qui n'a pas été publiée conformément à l'article 190 de la Constitution et qui n'est donc en principe pas opposable à tous. Compte tenu, notamment, de la nature particulière et de la technicité de la matière concernée, cette réglementation par référence peut en principe être acceptée en l'occurrence, pour autant que l'accessibilité de ces normes soit garantie (ce qui implique, notamment, la disponibilité d'un texte néerlandais des normes concernées) et, en outre, qu'il puisse être déterminé, avec toute la sécurité juridique nécessaire, quelle version de celles-ci est d'application à un moment donné.

Le greffier,
M. Verschraeghen.

Le président,
M. Van Damme.

18 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal fixant un cadre pour la définition des exigences de biodégradabilité et de désintégrabilité des produits conçus pour être évacués dans les toilettes

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 3^o, 5^o et 10^o, modifié par la loi du 27 juillet 2011 et 25 avril 2014, et l'article 15, § 3;

Vu l'accomplissement des formalités prescrites par la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la Santé, donné le 1^{er} octobre 2014;

Vu l'avis du Conseil central de l'Economie, donné le 15 octobre 2014;

Vu l'avis du Conseil fédéral du Développement durable, donné le 17 octobre 2014;

Vu l'association des gouvernements régionaux à l'élaboration du présent arrêté;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 février 2015;

Vu l'avis 57.600/1 du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Considérant la Convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est;

Artikel 9

6. Artikel 9 van het ontwerp verwijst naar de technische norm NBN EN ISO/CEI 17025. Aldus wordt gerefereerd aan een technische norm die niet overeenkomstig artikel 190 van de Grondwet is bekendgemaakt en die derhalve in beginsel niet tegenwerpbaar is aan iedereen. Mede gelet op de bijzondere aard en de techniciteit van de betrokken aangelegenheid, kan deze regeling door verwijzing in dit geval in beginsel worden aanvaard, voor zover de kenbaarheid van deze normen is gewaarborgd (hetgeen onder meer de beschikbaarheid van een Nederlandse en Franse tekst van de betrokken normen inhoudt) en bovendien op een rechtszekere wijze kan worden vastgesteld welke versie ervan op een bepaald ogenblik van toepassing is.

Bijlage 2

7. In bijlage 2 bij het ontwerp wordt onder 'Criterium I' – 'Pomptest' verwezen naar de "ITT Flygt-pomp, model C-3085.183". Het ontwerp moet worden aangevuld om mogelijk te maken dat ook een gelijkwaardige pomp voor de proefopstelling in aanmerking kan worden genomen.

8. In dezelfde bijlage bij het ontwerp wordt onder 'Criterium II' verwezen naar de testmethoden OESO 301b en OESO 311. Een Engelse en Franse versie van deze internationale technische normen zijn gratis te consulteren op de webpagina's van de OESO.

Aldus wordt gerefereerd aan een technische norm die niet overeenkomstig artikel 190 van de Grondwet is bekendgemaakt en die derhalve in beginsel niet tegenwerpbaar is aan iedereen. Mede gelet op de bijzondere aard en de techniciteit van de betrokken aangelegenheid, kan deze regeling door verwijzing in dit geval in beginsel worden aanvaard, voor zover de kenbaarheid van deze normen is gewaarborgd (hetgeen onder meer de beschikbaarheid van een Nederlandse tekst van de betrokken normen inhoudt) en bovendien op een rechtszekere wijze kan worden vastgesteld welke versie ervan op een bepaald ogenblik van toepassing is.

De griffier,
M. Verschraeghen.

De voorzitter,
M. Van Damme.

18 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot vaststelling van een kader voor het bepalen van de vereisten inzake biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers, artikel 5, § 1, eerste lid, 1^o, 3^o, 5^o en 10^o, gewijzigd bij de wet van 27 juli 2011 en 25 april 2014 en artikel 15, § 3;

Gelet op het feit dat is voldaan aan de vormvoorschriften vervat in Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad gegeven op 1 oktober 2014;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven gegeven op 15 oktober 2014;

Gelet op het advies van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling gegeven op 17 oktober 2014;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 februari 2015;

Gelet op advies 57.600/1 van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Overwegende het OSPAR-Verdrag inzake de bescherming van het mariene milieu in het noordoostelijk deel van de Atlantische Oceaan;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de la Ministre de la Santé publique et de la Ministre de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté définit les caractéristiques des produits conçus pour être évacués dans les toilettes, en vue de protéger les systèmes de collecte, de transport et de traitement des eaux résiduaires domestiques et urbaines ainsi que l'environnement.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° désintégration : le processus par lequel un produit s'affaiblit, perd son intégrité et se disperse en parties plus petites. Elle est définie de manière opérationnelle par la mesure de la perte de masse du produit ou l'estimation de la masse du produit qui passe à travers un tamis après l'exposition à des conditions environnementales spécifiques. Cette désintégration peut être le résultat de la dissolution de composants solubles, de la dégradation chimique, physique ou biologique des constituants du produit, de la dégradation physique ou d'une combinaison de ces processus;

2° désintégrabilité : capacité à la désintégration;

3° service compétent : les membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs.

CHAPITRE III. — *Dispositions générales*

Art. 3. Pour être mis sur le marché les produits, ou parties de produits, conçus pour être évacués dans les toilettes répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° les produits, ou parties de produits, sont destinés à collecter l'urine, les matières fécales ou d'autres fluides corporels;

2° les produits, ou parties de produits, ne perturbent ni les systèmes de collecte et de transport des eaux résiduaires domestiques ou urbaines, ni les systèmes d'épuration de ces eaux;

3° les produits, ou parties de produits, ne peuvent pas contenir de fibres qui ne seraient pas biodégradables.

Il est interdit de mettre sur le marché des emballages ou des accessoires destinés à être évacués par les toilettes, sauf si ceux-ci font partie intégrante du produit, remplissent la même fonction, et répondent aux conditions définies au premier alinéa.

Art. 4. Pour être mis sur le marché les produits visés à l'annexe 1^{re} qui ne sont pas destinés à être évacués par les toilettes répondent aux deux conditions cumulatives suivantes :

1° la seule mention relative à l'évacuation par les toilettes qui est autorisée sur l'emballage est : « Ne pas jeter dans les toilettes ». Cette mention est lisible horizontalement lorsque l'emballage est déposé de façon normale et il est marqué de manière claire et indélébile. Cette mention se détache nettement du fond, est de taille suffisante et présente un espacement suffisant pour être aisément lisible.

2° le logo défini à l'annexe 3 est apposé sur l'emballage.

Les produits mis sur le marché pour être utilisés en dehors de la vie domestique, par un personnel spécialisé utilisant des produits spécifiques ne sont pas tenus de répondre à la condition de l'alinéa 1^{er}, 2°.

Art. 5. Les conditions visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2° et 3° sont vérifiées au moyen des critères définis à l'annexe 2.

Si une spécification technique harmonisée existe pour un produit visé à l'annexe 1, et si cette spécification technique inclut les caractéristiques visées par les exigences de l'annexe 2, le fabricant déclare cette caractéristique conforme aux spécifications techniques harmonisées prévues lors de la mise sur le marché du produit. En pareil cas, les dispositions harmonisées sont d'application en complément du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Obligations des opérateurs économiques*

Art. 6. Le responsable de la mise sur le marché s'assure que les produits qu'il met sur le marché sont conformes aux exigences visées à l'article 3.

Op voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de eigenschappen van de producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd, teneinde de systemen voor de opvang, het transport en de behandeling van huishoudelijk en stedelijk afvalwater alsook het milieu te beschermen.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° desintegratie : het proces waarbij een product verzwakt, zijn integriteit verliest en in kleinere deeltjes uiteenvalt. Desintegratie wordt operationeel gedefinieerd door het verlies aan massa van het product te meten of de massa van het product te ramen die door een zeef gaat na blootstelling aan specifieke omgevingsomstandigheden. Die desintegratie kan het resultaat zijn van de oplossing van oplosbare bestanddelen, van de chemische, fysische of biologische afbraak van bestanddelen van het product, van de fysische afbraak, of van een combinatie van deze processen;

2° desintegreerbaarheid : vermogen tot desintegratie;

3° bevoegde dienst : de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers.

HOOFDSTUK III. — *Algemene bepalingen*

Art. 3. Om op de markt te worden gebracht, voldoen de producten, of delen van producten, die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd, aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de producten, of delen van producten, zijn bestemd om urine, fecaliën of andere lichaamsvochten weg te nemen;

2° de producten, of delen van producten, verstoren noch de systemen voor de opvang en het transport van huishoudelijk of stedelijk afvalwater, noch de systemen om dit water te zuiveren;

3° de producten, of delen van producten, mogen geen vezels bevatten die niet biologisch afbreekbaar zijn.

Het is verboden om verpakkingen of accessoires op de markt te brengen die bestemd zijn om via het toilet te worden afgevoerd tenzij deze integraal deel uitmaken van het product, dezelfde functie vervullen en voldoen aan de in het eerste lid bepaalde voorwaarden.

Art. 4. Om op de markt te worden gebracht, voldoen de producten bedoeld in bijlage 1 die niet bestemd zijn om via het toilet te worden afgevoerd, aan de volgende twee cumulatieve voorwaarden :

1° de enige toegelaten vermelding met betrekking tot het weggoien door de toiletten die toegelaten is op de verpakking, is : "Niet in het toilet gooien". Deze vermelding is horizontaal leesbaar wanneer de verpakking op normale wijze neergezet wordt en het is duidelijk en onuitwisbaar vermeld. Deze vermelding steekt duidelijk af tegen de achtergrond, is voldoende groot en de spatiering is zo gekozen dat zij gemakkelijk leesbaar is.

2° het in bijlage 3 bepaalde logo is aangebracht op de verpakking.

De producten die op de markt gebracht worden om buiten de huiselijke kring, met specifieke producten en door gespecialiseerd personeel te gebruiken, zijn niet gehouden door de voorwaarde van het eerste lid, 2°.

Art. 5. De voorwaarden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2° et 3° worden gecontroleerd aan de hand van criteria die omschreven staan in bijlage 2.

Als er een geharmoniseerde technische specificatie bestaat voor een product bedoeld in bijlage 1 en als die technische specificatie de eigenschappen bedoeld in de vereisten van bijlage 2 omvat, verklaart de fabrikant die eigenschap conform de geharmoniseerde technische specificaties waarin voorzien is bij het op de markt brengen van het product. In dergelijk geval zijn de geharmoniseerde bepalingen van toepassing ter aanvulling van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van marktdeelnemers*

Art. 6. De verantwoordelijke voor het op de markt brengen, zorgt ervoor dat de producten die hij op de markt brengt in overeenstemming zijn met de vereisten bedoeld in artikel 3.

Pour chaque type de produit visé à l'annexe 1^{re}, le responsable de la mise sur le marché constitue un dossier de biodégradabilité et désintégrabilité de produit démontrant la conformité du type de produit avec les exigences visées à l'article 3.

La mise à disposition d'un dossier de biodégradabilité et désintégrabilité de produit ne dispense pas le responsable de la mise sur le marché de sa responsabilité de satisfaire aux exigences visées à l'article 3.

Le responsable de la mise sur le marché conserve le dossier de biodégradabilité et de désintégrabilité de produit pendant deux ans au moins après la mise sur le marché du produit.

Sur simple requête du service compétent, le responsable de la mise sur le marché communique toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit avec les dispositions applicables du présent arrêté. A la demande du service compétent, il coopère à toute mesure adoptée en vue d'éliminer les risques présentés par les produits qu'il a mis sur le marché.

Art. 7. Le responsable de la mise sur le marché peut désigner un mandataire au moyen d'un mandat écrit. La constitution du dossier de biodégradabilité et de désintégrabilité ne peut pas être confiée au mandataire.

Le mandat permet au mandataire d'effectuer au moins les tâches suivantes :

1° il tient le dossier de produit à la disposition du service compétent pendant le délai visé à l'article 6, alinéa 4;

2° sur simple requête du service compétent, il lui communique le dossier de biodégradabilité et de désintégrabilité de produit ainsi que toutes les autres informations et tous les autres documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit avec les exigences du présent arrêté;

3° à la demande du service compétent, il coopère à toute mesure en vue d'éliminer les risques présentés par les produits couverts par son mandat.

Art. 8. Avant de mettre un produit sur le marché, l'importateur ou le distributeur s'assure de disposer du dossier de biodégradabilité et de désintégrabilité de produit.

Art. 9. Sans préjudice de l'arrêté royal du 2 juillet 2014 organisant l'exécution des contrôles de l'application de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, les laboratoires susceptibles d'être chargés de l'analyse des échantillons sont accrédités selon les normes NBN EN ISO/CEI 17 025.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du neuvième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les produits non conformes présents sur le marché le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent encore être mis sur le marché les neuf premiers mois suivants.

Art. 11. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

La Ministre de l'Environnement,
Mme M.-C. MARGHEM

Voor elk producttype bedoeld in bijlage 1, stelt de verantwoordelijke voor het op de markt brengen een dossier betreffende de biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van het product op dat aantoont dat het producttype in overeenstemming is met de vereisten bedoeld in artikel 3.

Het voorhanden zijn van een dossier betreffende de biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van het product ontslaat de verantwoordelijke voor het op de markt brengen niet van zijn verantwoordelijkheid om te voldoen aan de vereisten bedoeld in artikel 3.

De verantwoordelijke voor het op de markt brengen, bewaart het dossier betreffende de biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van het product minstens twee jaar nadat het product op de markt is gebracht.

De verantwoordelijke voor het op de markt brengen, verstrekt op eenvoudig verzoek van de bevoegde dienst alle nodige informatie en documentatie om aan te tonen dat het product conform de toepasselijke bepalingen van dit besluit is. Op verzoek van de bevoegde dienst verleent hij medewerking aan alle genomen maatregelen ter uitschakeling van de risico's van de door hem op de markt gebrachte producten.

Art. 7. De verantwoordelijke voor het op de markt brengen, kan via een schriftelijk mandaat een gemachtigde aanstellen. De opstelling van het dossier betreffende de biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van het product kan geen deel uitmaken van het mandaat van de gemachtigde.

Het mandaat laat de gemachtigde toe ten minste de volgende taken te verrichten :

1° hij houdt het productdossier gedurende de in artikel 6, vierde lid, bedoelde termijn ter beschikking van de bevoegde dienst;

2° hij verstrekt de bevoegde dienst op diens eenvoudig verzoek het dossier betreffende de biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van het product en alle andere nodige informatie en documentatie om aan te tonen dat het product conform de vereisten van dit besluit is;

3° hij verleent op verzoek van de bevoegde dienst medewerking aan maatregelen ter uitschakeling van de risico's van de producten die onder het mandaat van de gemachtigde vallen.

Art. 8. Alvorens een product op de markt wordt gebracht, zorgt de importeur of distributeur ervoor dat hij over het dossier betreffende de biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van het product beschikt.

Art. 9. Onverminderd het koninklijk besluit van 2 juli 2014 tot regeling van de uitvoering van de controles op de toepassing van de wet van 21 december 1998 betreffende productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers, zijn de laboratoria die met de ontleding van de proefmonsters belast kunnen worden, geaccrediteerd overeenkomstig de NBN EN ISO/CEI-norm 17025.

HOOFDSTUK VI. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de negende maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het Belgische Staatsblad.

In afwijking van het vorige lid kunnen niet-conforme producten die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit op de markt zijn, nog gedurende de negen volgende maanden op de markt worden gebracht.

Art. 11. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Leefmilieu, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Leefmilieu,
Mevr. M.-C. MARGHEM

Annexe 1^{re}

La catégorie de produit visée est :

lingette : article à usage unique ou jetable, tissé ou non-tissé, généralement composé de cellulose, de viscose ou de polyester, imbibé ou non de substances nettoyantes, d'agents de surface ou de lotion cosmétique.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 18 septembre 2015 fixant un cadre pour la définition des exigences de biodégradabilité et de désintégrabilité des produits conçus pour être évacués dans les toilettes.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Économie,
K. PEETERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

La Ministre de l'Environnement,
Mme M.-C. MARGHEM

Bijlage 1

De beoogde productgroep is :

vochtig doekje : geweven of niet-geweven artikel voor eenmalig gebruik of om weg te gooien, gewoonlijk samengesteld uit cellulose, viscose of polyester, al dan niet doordrenkt met reinigingsmiddelen, oppervlakte-actieve stoffen of cosmetische lotion.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 18 september 2015 tot vaststelling van een kader voor het bepalen van de vereisten inzake biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Leefmilieu,
Mevr. M.-C. MARGHEM

Annexe 2

Les produits répondant à l'ensemble des critères suivants sont autorisés :

Critère I – Tests de désintégrabilité

	Méthode d'essais	Critères
Test d'évacuation et drainage	<p>L'essai simule deux jours d'utilisation normale des toilettes par une famille de quatre personnes et est répété au moins à trois reprises.</p> <p>Dans le cas de lingettes hygiéniques non tissées, il se compose de trente-cinq déclenchements de la chasse d'eau selon une séquence de chargement prédéterminée du produit. Cette séquence comprend des déclenchements de la chasse d'eau à l'aide d'eau uniquement (événement urinaire masculin), des déclenchements de la chasse d'eau avec du produit et du papier toilette (événement urinaire féminin) et des déclenchements de la chasse d'eau avec du produit, des matières fécales artificielles et du papier toilette (selles).</p> <p>Après chaque déclenchement de la chasse d'eau, l'évacuation de la cuvette et du siphon des toilettes par le produit est évaluée. En outre, l'emplacement des matières évacuées dans le conduit d'évacuation est déterminé après chaque déclenchement de la chasse d'eau. Cette information permet de calculer l'emplacement du centre des masses de l'ensemble des matières dans le conduit d'évacuation par rapport aux toilettes, qui indique le potentiel de blocage.</p>	<p>Pour les produits qui sont mis sur le marché à partir du 1^{er} janvier 2019 :</p> <p>Il est démontré que les conditions de préparation de l'échantillon, des matières fécales artificielles et la détermination du poids sec garantissent la justesse et la précision de l'essai.</p> <p>Il n'y a pas de déplacement statistiquement significatif du centre de masse des résidus lors de l'usage des produits visés par rapport à un essai de référence réalisé avec du papier toilette mis sur le marché en Belgique.</p>
Désintégrabilité mécanique rapide	<p>Le système d'essai est constitué d'un caisson oscillant contenant deux litres d'eau du robinet ou d'eau usée, dans lequel un objet unique (par exemple une lingette hygiénique) est incubé pendant trois heures.</p> <p>Par la suite, le contenu du caisson est transféré vers un tamis plat doté de perforations de 12,5 mm. Les substances retenues sur le tamis sont récupérées et analysées par gravimétrie.</p> <p>Cette mesure est utilisée pour calculer le pourcentage de masse sèche initiale de l'objet qui est passé à travers le tamis, basé sur la différence.</p> <p>Au minimum, cet essai est répété avec six objets identiques.</p>	<p>Il est démontré que les conditions de la préparation de l'échantillon et la détermination du poids sec garantissent la justesse et la précision de l'essai.</p> <p>Plus de 25 % de la masse sèche initiale d'un objet doit être passée à travers le tamis de 12,5 mm de maille, et cette condition doit être satisfaite pour au moins 70 % des objets identiques testés.</p>

	Méthode d'essais	Critères
Test de pompage	<p>Des articles individuels sont introduits dans la bouche d'entrée d'une pompe en fonctionnement pendant qu'est comparée la consommation énergétique à intervalles d'un seconde par rapport à une ligne de base.</p> <p>Le système d'essai est constitué d'une pompe ITT Flygt, modèle C-3085.183 ou tout modèle présentant des performances équivalentes, fonctionnant à un débit correspondant à son rendement hydraulique de 100 % (21,2 litres/seconde). La pompe atteint un régime stable et aucun ajustement du débit, de la position de la vanne d'arrêt ni des réglages de la pompe n'est effectué après avoir établi le débit de base. La pompe est mise en fonctionnement pendant cinq minutes dans ces conditions de manière à déterminer un état d'équilibre ou ligne de base pour la consommation énergétique avant d'introduire les produits.</p> <p>Ensuite, un article est introduit toutes les dix secondes pendant dix minutes, soixante objets au total, à l'entrée de la pompe. A la fin de l'introduction des échantillons, le système continue à tourner pendant cinq minutes supplémentaires. La consommation énergétique de la pompe et son débit à la sortie sont constamment contrôlés et enregistrés.</p> <p>Le test consiste en cinq passages distincts tels que décrits ci-dessus, chacun d'entre eux faisant intervenir l'utilisation de soixante articles.</p> <p>Pour chacun des cinq passages, l'augmentation du pourcentage d'énergie consommée par rapport à la ligne de base est déterminée pour chaque point de données. En outre, les aires sous les courbes de consommation d'énergie pour la ligne de base et les périodes d'essai durant le passage sont intégrées et ensuite utilisées pour calculer le pourcentage d'augmentation de consommation d'énergie par rapport à la ligne de base.</p> <p>Pour les produits autres que les lingettes hygiéniques, la séquence de chargement peut nécessiter d'être modifiée afin de refléter les habitudes, pratiques particulières pour ces produits.</p>	<p>En fonction de l'intégration des courbes de consommation d'énergie, l'augmentation moyenne du pourcentage de consommation d'énergie par rapport à la ligne de base pour les cinq passages ne doit pas dépasser 15 %. 10 % maximum des points de données individuels enregistrés durant les cinq passages peuvent dépasser une augmentation de consommation d'énergie de 10 % par rapport à la ligne de base.</p>
Biodésintégrabilité aérobie	<p>La méthode d'essais consiste à mesurer de la masse d'un produit retenu dans un tamis d'un mm, qui a été incubé dans une liqueur mixte de boues activées pendant quatorze jours à température ambiante de laboratoire (22 ± 3 °C). Le produit est placé dans un flacon à déflecteurs contenant un litre de boues activées. Le flacon est agité par une table d'agitation rotative pour aérer les boues. Au bout de quatorze jours d'essai, le contenu du flacon est rincé dans un tamis d'un mm. La fraction retenue par le tamis est récupérée, séchée et analysée par gravimétrie. Le degré de biodésintégration est calculé à partir de la masse totale qui aura traversé le tamis.</p>	<p>Le test est validé par une référence biodégradable (témoin positif) pour vérifier que les boues sont bien biologiquement actives. Ce matériau doit exister sous une forme solide qui ne traverse par le tamis de un mm, tel que le coton purifié à usage médical.</p> <p>Il est démontré que les conditions du pré-rincage des produits testés, la détermination du poids sec des produits et des résidus de produit, la collecte, transport, stockage, préparation et description des eaux usées et des boues et le tamisage et récupération des résidus de produit garantissent la justesse et la précision de l'essai.</p> <p>Le pourcentage moyen de la masse sèche initiale du produit qui traverse le tamis d'un mm au bout de quatorze jours doit être supérieur à 95 %.</p>

	Méthode d'essais	Critères
Biodésintégrabilité en anaérobie	Cet essai comprend la mesure de la masse d'un produit retenu dans un tamis de un mm, qui a été incubé dans des boues fermentées pendant vingt-huit jours à 35 ± 3 °C. Le produit est placé dans un récipient d'essai de deux litres contenant 1,5 litres de boues fermentées. Au bout de vingt-huit jours, le contenu du récipient est rincé dans un tamis de un mm. La fraction retenue par le tamis est récupérée, séchée et analysée par gravimétrie. Le degré de biodésintégration est calculé à partir de la masse totale qui aura traversé le tamis.	Le test est validé par une référence biodégradable (témoin positif) pour vérifier que les boues sont bien biologiquement actives. Ce matériau doit exister sous une forme solide qui ne traverse par le tamis de un mm, tel que le coton purifié à usage médical. Il est démontré que les conditions du pré-rinçage des produits testés, la détermination du poids sec des produits et des résidus de produit, la collecte, transport, stockage, préparation et description des eaux usées et des boues et le tamisage et récupération des résidus de produit garantissent la justesse et la précision de l'essai. Le pourcentage moyen de la masse sèche initiale du produit qui traverse le tamis de un mm au bout de vingt-huit jours doit être supérieur à 95 %.

Critère II – Biodégradabilité

Pour la fraction solide :

Pour les produits dont la fraction solide n'est pas composée exclusivement de fibres de cellulose, les composants des produits répondent aux exigences de biodégradabilité suivantes, mesurées selon les méthodes d'essais suivantes :

Biodégradabilité	Méthode d'essais	Critères
en aérobiose	OCDE 301b. Les échantillons de produits imprégnés sont rincés avant le test.	La biodégradabilité en vingt-huit jours doit être supérieure à 60 %. Toute fraction restante ou présente, comme des produits de la biosynthèse, est intégrée dans la biomasse résiduelle.
en anaérobiose	OCDE 311. Les échantillons de produits imprégnés sont rincés avant le test.	La biodégradabilité en cinquante-six jours doit être supérieure à 70 %. Toute fraction restante ou présente, comme des produits de la biosynthèse, est intégrée dans la biomasse résiduelle.

Pour les agents de surface imprégnant la fraction solide :

Les agents de surface sont soumis aux restrictions basées sur la biodégradabilité prévues par l'article 4 du Règlement CE 648/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux détergents.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 18 septembre 2015 fixant un cadre pour la définition des exigences de biodégradabilité et de désintégrabilité des produits conçus pour être évacués dans les toilettes.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Économie,

K. PEETERS

La Ministre de la Santé publique,

Mme M. DE BLOCK

La Ministre de l'Environnement,

Mme M.-C. MARGHEM

Bijlage 2

De producten die voldoen aan de volgende criteria zijn toegelaten :

Criterion I – Desintegreerbaarheidstesten

	Testmethode	Criteria
Afvoer- en drainagetest	<p>De test simuleert een normaal toiletgebruik gedurende twee dagen voor een gezin van vier personen en wordt minstens driemaal herhaald.</p> <p>Voor de niet-geweven hygiënische vochtige doekjes bestaat de test uit vijvendertig spoelingen waarbij het product in een vooraf bepaalde volgorde wordt toegevoegd. Deze volgorde bevat spoelingen met alleen water (urineren bij mannen), spoelingen met water waaraan het product en toiletpapier werden toegevoegd (urineren bij vrouwen) en spoelingen met water waaraan het product, gesimuleerde fecale materie en toiletpapier werden toegevoegd (ontlasting).</p> <p>Na elke spoeling wordt beoordeeld in hoeverre het product uit de toiletput en de sifon zijn verwijderd. Daarnaast wordt na elke spoeling bepaald waar de afgevoerde materie zich in de afvoerbuis bevindt. Op basis van die informatie kan berekend worden waar het middelpunt van de massa van al de materie in de afvoerbuis zich ten opzichte van het toilet bevindt, wat de mogelijkheid tot verstopping aangeeft.</p>	<p>Voor de producten die op de markt gebracht worden vanaf 1 januari 2019 :</p> <p>Er dient aangetoond te worden dat de voorbereiding van het proefmonster, de gesimuleerde fecale materie en de bepaling van het drooggewicht de juistheid en de nauwkeurigheid van de test garanderen.</p> <p>Er is geen statistisch significante verplaatsing van het middelpunt van de massa van de resten bij gebruik van de bedoelde producten ten opzichte van een referentietest met toiletpapier dat in België op de markt is gebracht.</p>
Snelle mechanische desintegreerbaarheid	<p>De proefopstelling bestaat uit een oscillerende kuip met twee liter kraantjeswater of afvalwater waarin één voorwerp (bijvoorbeeld een hygiënisch vochtig doekje) gedurende drie uur wordt geïncubeerd.</p> <p>Vervolgens wordt de inhoud van de kuip overgebracht naar een platte zeef met mazen van 12,5 mm. De materie die op de zeef blijft liggen, wordt gerecupereerd en geanalyseerd door middel van gravimetrie.</p> <p>Deze meting wordt gebruikt om het percentage oorspronkelijke droge massa te berekenen van het voorwerp dat door de zeef werd gehaald, op basis van het verschil.</p> <p>Deze test wordt met minstens zes identieke voorwerpen herhaald.</p>	<p>Er dient aangetoond te worden dat de voorbereiding van het proefmonster en de bepaling van het drooggewicht de juistheid en de nauwkeurigheid van de test garanderen.</p> <p>Meer dan 25 % van de oorspronkelijke droge massa van een voorwerp moet door een zeef gaan met een maas van 12,5 mm en er moet aan deze voorwaarde voldaan worden voor minstens 70 % van de geteste identieke voorwerpen.</p>
Pomptest	<p>Individuele artikelen worden in de inlaatopening van een werkende pomp gebracht terwijl het energieverbruik met intervallen van één seconde vergeleken wordt met een basislijn.</p> <p>De proefopstelling bestaat uit een ITT Flygt-pomp, model C-3085.183 of ieder model met gelijkwaardige prestaties, die een debiet heeft dat overeenkomt met zijn hydraulisch rendement van 100 % (21,2 liter/seconde). De pomp haalt een stabiele snelheid en het debiet, de positie van de afsluitklep en de afstelling van de pomp worden op geen enkele wijze meer aangepast nadat het basisdebiet eenmaal is vastgelegd. De pomp wordt gedurende vijf minuten in die omstandigheden in werking gesteld zodat men een evenwichtstoestand of basislijn voor het energieverbruik kan bepalen voordat er producten worden ingebracht.</p>	<p>In functie van de integratie van de curves over het energieverbruik mag de gemiddelde toename van het percentage energieverbruik ten opzichte van de basislijn voor de vijf doorvoerhandelingen niet meer dan 15 % bedragen.</p> <p>Bij maximum 10 % van de individuele gegevenspunten die gedurende de vijf doorvoerhandelingen geregistreerd werden, mag het energieverbruik met meer dan 10 % toenemen ten opzichte van de basislijn.</p>

	Testmethode	Criteria
	<p>Vervolgens wordt er gedurende tien minuten om de tien seconden een artikel ingebracht, zestig voorwerpen in totaal, aan de inlaat van de pomp. Na het inbrengen van de proefmonsters blijft het systeem nog vijf extra minuten draaien. Het energieverbruik van de pomp en het debiet ervan bij de uitlaat worden constant gecontroleerd en geregistreerd.</p> <p>De test bestaat uit vijf afzonderlijke doorvoerhandelingen zoals hierboven beschreven, waarbij telkens zestig artikels worden ingebracht.</p> <p>Bij elk van de vijf doorvoerhandelingen wordt voor elk gegevenspunt bepaald hoeveel het percentage verbruikte energie toegevoegd is ten opzichte van de basislijn. Bovendien worden de oppervlaktes onder de curves over het energieverbruik voor de basislijn en de testperiodes gedurende de doorvoerhandeling geïntegreerd en vervolgens gebruikt om het percentage van de toename van het energieverbruik ten opzichte van de basislijn te berekenen.</p> <p>Voor andere producten dan hygiënische vochtige doekjes kan het noodzakelijk zijn de volgorde van toevoegen te wijzigen teneinde de specifieke gewoontes, praktijken voor die producten weer te geven.</p>	
Aerobe biologische afbreekbaarheid	<p>Bij deze testmethode wordt de massa gemeten van een product dat overblijft in een zeef met een maas van één mm en dat gedurende veertien dagen bij een omgevingstemperatuur van een laboratorium (22 ± 3 °C) in een gemengde oplossing van actief slib geïncubeerd is. Het product wordt in een fles met inkepingen gebracht die één liter actief slib bevat. De fles wordt geschud op een roterende schudmachine om het slib te ventileren. Na veertien dagen proefneming wordt de inhoud van de fles gezeefd met een maas van één mm. De fractie die in de zeef achterblijft, wordt gerecupereerd, gedroogd en geanalyseerd door middel van gravimetrie. De mate van biologische afbreking wordt berekend op basis van de totale massa die door de zeef is gehaald.</p>	<p>De test wordt gevalideerd door een biologisch afbreekbare referentie (positief controlemonster) om na te gaan of het slib wel degelijk biologisch actief is. Dit materiaal moet bestaan in een vaste vorm die niet door de zeef met maaswijdte van één mm gaat, zoals gezuiverde watten voor medisch gebruik.</p> <p>Er dient aangetoond te worden dat het vooraf spoelen van de geteste producten, het bepalen van het drooggewicht van de producten en de productresten, de opvang, het transport, de opslag, de voorbereiding en de beschrijving van het afvalwater en het slib alsook het zeven en het recupereren van de productresten, de juistheid en de nauwkeurigheid van de test garanderen.</p> <p>Het gemiddelde percentage van de oorspronkelijke droge massa van het product dat na veertien dagen door de zeef met een maas van één mm gaat, moet meer dan 95 % bedragen.</p>
Anaerobe biologische afbreekbaarheid	<p>Bij deze test wordt de massa gemeten van een product dat overblijft in een zeef met een maas van één mm en dat gedurende achtentwintig dagen in vergist slib geïncubeerd is bij een temperatuur van 35 ± 3 °C. Het product wordt in een testrecipiënt van twee liter gebracht die 1,5 liter vergist slib bevat. Na achtentwintig dagen wordt de inhoud van de recipiënt gezeefd met een maas van één mm. De fractie die in de zeef achterblijft, wordt gerecupereerd, gedroogd en geanalyseerd door middel van gravimetrie. De mate van biologische afbreking wordt berekend op basis van de totale massa die door de zeef is gehaald.</p>	<p>De test wordt gevalideerd door een biologisch afbreekbare referentie (positief controlemonster) om na te gaan of het slib wel degelijk biologisch actief is. Dit materiaal moet bestaan in een vaste vorm die niet door de zeef met maaswijdte van één mm gaat, zoals gezuiverde watten voor medisch gebruik.</p> <p>Er dient aangetoond te worden dat het vooraf spoelen van de geteste producten, het bepalen van het drooggewicht van de producten en de productresten, de opvang, het transport, de opslag, de voorbereiding en de beschrijving van het afvalwater en het slib alsook het zeven en het recupereren van de productresten, de nauwkeurigheid van de test garanderen.</p> <p>Het gemiddelde percentage van de oorspronkelijke droge massa van het product dat na achtentwintig dagen door de zeef met een maas van één mm gaat, moet meer dan 95 % bedragen.</p>

Criterium II – Biologische afbreekbaarheid

Voor de vaste fractie :

Voor de producten waarvan de vaste fracties niet exclusief uit cellulosevezel samengesteld zijn, voldoen de bestanddelen van de producten aan de volgende vereisten inzake biologische afbreekbaarheid, gemeten volgens de volgende testmethoden :

Biologische afbreekbaarheid	Testmethode	Criteria
aeroob	OESO 301b. De proefmonsters van geïmpregneerde producten worden vóór de test gespoeld.	De biologische afbreekbaarheid binnen de achtentwintig dagen moet meer dan 60 % bedragen. Elke rest- of aanwezige fractie, zoals biosyntheseproducten, wordt in de restbiomassa opgenomen.
anaeroob	OESO 311. De proefmonsters van geïmpregneerde producten worden vóór de test gespoeld.	De biologische afbreekbaarheid binnen de zesenvijftig dagen moet meer dan 70 % bedragen. Elke rest- of aanwezige fractie, zoals biosyntheseproducten, wordt in de restbiomassa opgenomen.

Voor de oppervlakte-actieve stoffen die de vaste fractie impregneren :

Oppervlakte-actieve stoffen zijn onderworpen aan de beperkingen gebaseerd op de biologische afbreekbaarheid bepaald in artikel 4 van Verordening EG 648/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 31 maart 2004 betreffende detergentia.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 18 september 2015 tot vaststelling van een kader voor het bepalen van de vereisten inzake biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Leefmilieu,
Mevr. M.-C. MARGHEM

Annexe 3

I

Bijlage 3



Localisation : Le symbole doit être proéminent, clairement visible et lisible sur les emballages primaires des produits de consommation. Le logo ne doit pas être dissimulé par le scellage des emballages.

Plaatsing : Het symbool moet opvallen en duidelijk zichtbaar en leesbaar zijn op de primaire verpakking van de consumptieproducten. Het logo mag niet verborgen worden door de verzegeling van de verpakking.

Couleur : L'illustration du logo doit être de couleur foncée sur fond clair.

Taille : Diamètre $\geq 1,1$ cm pour l'emballage primaire.

Diamètre $\geq 2,5$ cm pour l'emballage secondaire des produits par exemple sur les emballages d'offres groupées, les présentoirs.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 18 septembre 2015 fixant un cadre pour la définition des exigences de biodégradabilité et de désintégrabilité des produits conçus pour être évacués dans les toilettes.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

La Ministre de l'Environnement,
Mme M.-C. MARGHEM

Kleur : De illustratie van het logo moet weergegeven zijn in een donker kleur op een helder achtergrond.

Grootte : Diameter $\geq 1,1$ cm voor de primaire verpakking.

Diameter $\geq 2,5$ cm voor de secundaire verpakking van de producten, bijvoorbeeld op de verpakking van pakketaanbiedingen of verkoopstandaarden.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 18 september 2015 tot vaststelling van een kader voor het bepalen van de vereisten inzake biologische afbreekbaarheid en desintegreerbaarheid van producten die ontwikkeld zijn om via het toilet te worden afgevoerd.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Leefmilieu,
Mevr. M.-C. MARGHEM

*Deutsche Übersetzung,
erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy*
**FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST VOLKSGESUNDHEIT,
SICHERHEIT DER NAHRUNGSMITTELKETTE UND UMWELT**

[C - 2015/24235]

18. SEPTEMBER 2015 — Königlicher Erlass zur Festlegung eines Ordnungsrahmens für die Bestimmung der Anforderungen an die biologische Abbaubarkeit und an die Zersetzbarkeit von Produkten, die für die Entsorgung über Toiletten entwickelt worden sind

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Dezember 1998 über Produktnormen zur Förderung umweltverträglicher Produktions- und Konsummuster und zum Schutz der Umwelt, der Gesundheit und der Arbeitnehmer, des Artikels 5 § 1 Absatz 1 Nr. 1, 3, 5 und 10, abgeändert durch die Gesetze vom 27. Juli 2011 und 25. April 2014, und des Artikels 15 § 3;

Aufgrund der Ausführung der in der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft vorgesehenen Formalitäten;

Aufgrund der Auswirkungsanalyse beim Erlass von Vorschriften, die gemäß den Artikeln 6 und 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen administrative Vereinfachung durchgeführt worden ist;

Aufgrund der Stellungnahme des Hohen Gesundheitsrates vom 1. Oktober 2014;

Aufgrund der Stellungnahme des Zentralen Wirtschaftsrates vom 15. Oktober 2014;

Aufgrund der Stellungnahme des Föderalen Rates für Nachhaltige Entwicklung vom 17. Oktober 2014;

Aufgrund der Beteiligung der Regionalregierungen an der Ausarbeitung des vorliegenden Erlasses;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 10. Februar 2015;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 57.600/1 des Staatsrates vom 23. Juni 2015, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

In Erwägung des OSPAR-Übereinkommens zum Schutz der Meeresumwelt des Nordostatlantiks;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Ministerin der Volksgesundheit und der Ministerin der Umwelt
Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Mit vorliegendem Erlass wird im Hinblick auf den Schutz der Systeme zur Sammlung, zum Transport und zur Behandlung von häuslichem und städtischem Abwasser sowie im Hinblick auf den Schutz der Umwelt bestimmt, welche Eigenschaften Produkte, die für die Entsorgung über Toiletten entwickelt worden sind, aufweisen müssen.

KAPITEL II — Begriffsbestimmungen

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. Zersetzung: Prozess, bei dem ein Produkt schwächer wird, seine Konsistenz verliert und in kleinere Teile zerfällt. In der Praxis wird sie bestimmt, indem nach Einwirkung spezifischer Umweltbedingungen der Verlust an Masse des Produkts gemessen oder der Anteil an Masse des Produkts, der durch ein Sieb geht, geschätzt wird. Diese Zersetzung kann das Ergebnis der Auflösung löslicher Bestandteile, des chemischen, physikalischen oder biologischen Abbaus der Bestandteile des Produkts, des physikalischen Zerfalls oder einer Kombination dieser Prozesse sein,

2. Zersetzbarkeit: Zersetzungsfähigkeit,

3. zuständigem Dienst: Mitglieder des statutarischen oder Vertragspersonals, wie in Artikel 5 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 21. Dezember 1998 über Produktnormen zur Förderung umweltverträglicher Produktions- und Konsummuster und zum Schutz der Umwelt, der Gesundheit und der Arbeitnehmer erwähnt.

KAPITEL III — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 3 - Um in Verkehr gebracht zu werden, erfüllen Produkte oder Teile von Produkten, die für die Entsorgung über Toiletten entwickelt worden sind, folgende kumulative Bedingungen:

1. Die Produkte oder Teile von Produkten dienen der Aufnahme von Urin, Fäkalien oder anderen Körperflüssigkeiten.
2. Die Produkte oder Teile von Produkten stören weder die Systeme zur Sammlung und zum Transport von häuslichem und städtischem Abwasser noch die Systeme zur Reinigung dieses Wassers.
3. Die Produkte oder Teile von Produkten dürfen keine Fasern enthalten, die nicht biologisch abbaubar sind.

Es ist verboten, Verpackungen oder Zubehör in Verkehr zu bringen, die dazu bestimmt sind, über Toiletten entsorgt zu werden, außer wenn sie integraler Bestandteil des Produkts sind, die gleichen Funktionen erfüllen und die in Absatz 1 bestimmten Bedingungen erfüllen.

Art. 4 - Um in Verkehr gebracht zu werden, erfüllen in Anlage 1 erwähnte Produkte, die nicht dazu bestimmt sind, über Toiletten entsorgt zu werden, die beiden folgenden kumulativen Bedingungen:

1. Der einzige Vermerk in Bezug auf die Entsorgung über Toiletten, der auf der Verpackung zugelassen ist, lautet: "Nicht in die Toilette werfen". Dieser Vermerk ist waagrecht lesbar, wenn die Verpackung in üblicher Weise abgestellt wird, und er ist deutlich und unverwischbar angebracht. Dieser Vermerk hebt sich deutlich vom Hintergrund ab, ist ausreichend groß und weist einen ausreichenden Schriftzeichenabstand auf, damit er leicht lesbar ist.

2. Das in Anlage 3 bestimmte Logo ist auf der Verpackung angebracht.

Produkte, die in Verkehr gebracht werden, um außerhalb des häuslichen Lebens von spezialisiertem Personal benutzt zu werden, das spezifische Produkte verwendet, unterliegen nicht der in Absatz 1 Nr. 2 aufgeführten Bedingung.

Art. 5 - Die in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 2 und 3 aufgeführten Bedingungen werden anhand der in Anlage 2 festgelegten Kriterien überprüft.

Wenn für ein in Anlage 1 erwähntes Produkt eine harmonisierte technische Spezifikation besteht und wenn diese technische Spezifikation die Eigenschaften umfasst, die in den Anforderungen von Anlage 2 erwähnt sind, erklärt der Hersteller, dass diese Eigenschaften den bei Inverkehrbringen des Produkts vorgesehenen harmonisierten technischen Spezifikationen entsprechen. In diesem Fall sind zusätzlich zu vorliegendem Erlass die harmonisierten Bestimmungen anwendbar.

KAPITEL IV — *Verpflichtungen der Wirtschaftsakteure*

Art. 6 - Der Verantwortliche für das Inverkehrbringen sorgt dafür, dass die Produkte, die er in Verkehr bringt, die in Artikel 3 aufgeführten Bedingungen erfüllen.

Für jede in Anlage 1 erwähnte Produktart legt der Verantwortliche für das Inverkehrbringen eine Akte über die biologische Abbaubarkeit und die Zersetzbarkeit des Produkts an, mit der nachgewiesen wird, dass die Produktart mit den in Artikel 3 aufgeführten Anforderungen übereinstimmt.

Durch die Bereithaltung einer Akte über die biologische Abbaubarkeit und die Zersetzbarkeit des Produkts wird der Verantwortliche für das Inverkehrbringen nicht davon befreit, den in Artikel 3 aufgeführten Anforderungen nachzukommen.

Der Verantwortliche für das Inverkehrbringen bewahrt die Akte über die biologische Abbaubarkeit und die Zersetzbarkeit des Produkts während mindestens zwei Jahren nach Inverkehrbringen des Produkts auf.

Der Verantwortliche für das Inverkehrbringen übermittelt auf einfaches Verlangen des zuständigen Dienstes alle Informationen und Unterlagen, die für den Nachweis der Konformität des Produkts mit den geltenden Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erforderlich sind. Er kooperiert mit dem zuständigen Dienst auf dessen Verlangen bei allen Maßnahmen zur Abwendung von Risiken, die mit Produkten verbunden sind, die er in Verkehr gebracht hat.

Art. 7 - Der Verantwortliche für das Inverkehrbringen kann mittels schriftlicher Vollmacht einen Bevollmächtigten bestellen. Die Erstellung der Akte über die biologische Abbaubarkeit und die Zersetzbarkeit des Produkts gehört nicht zu den Aufgaben eines Bevollmächtigten.

Der Auftrag gestattet dem Bevollmächtigten, mindestens folgende Aufgaben wahrzunehmen:

1. Bereithaltung der Produktakte für den zuständigen Dienst während des in Artikel 6 Absatz 4 erwähnten Zeitraums,
2. auf einfaches Verlangen des zuständigen Dienstes Aushändigung der Akte über die biologische Abbaubarkeit und die Zersetzbarkeit des Produkts sowie aller anderen erforderlichen Informationen und Unterlagen zum Nachweis der Konformität des Produkts mit den Anforderungen des vorliegenden Erlasses an diesen Dienst,
3. Kooperation mit dem zuständigen Dienst auf dessen Verlangen bei allen Maßnahmen zur Abwendung der Risiken, die mit Produkten verbunden sind, die zu dem in der Vollmacht des Bevollmächtigten festgelegten Aufgabenbereich gehören.

Art. 8 - Bevor ein Produkt in Verkehr gebracht wird, sorgt der Importeur oder Vertreiber dafür, dass er über die Akte über die biologische Abbaubarkeit und die Zersetzbarkeit des Produkts verfügt.

Art. 9 - Unbeschadet des Königlichen Erlasses vom 2. Juli 2014 zur Regelung der Durchführung der Kontrollen der Anwendung des Gesetzes vom 21. Dezember 1998 über Produktnormen zur Förderung umweltverträglicher Produktions- und Konsummuster und zum Schutz der Umwelt, der Gesundheit und der Arbeitnehmer sind Labore, die mit der Analyse der Proben beauftragt werden können, gemäß der Norm NBN EN ISO/CEI 17 025 akkreditiert.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 10 - Vorliegender Erlass tritt am ersten Tag des neunten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz können nichtkonforme Produkte, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Verkehr gebracht sind, noch in den neun folgenden Monaten in Verkehr gebracht werden.

Art. 11 - Der für Wirtschaft zuständige Minister, der für Volksgesundheit zuständige Minister und der für Umwelt zuständige Minister sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 18. September 2015

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Wirtschaft
K. PEETERS

Die Ministerin der Volksgesundheit
Frau M. DE BLOCK

Die Ministerin der Umwelt
Frau M.-C. MARGHEM

Anlage 1

Die betreffende Produktkategorie lautet:

Feuchttuch: gewebe- oder vliesartiger Einweg- oder Wegwerfartikel, allgemein aus Cellulose, Viskose oder Polyester hergestellt, eventuell mit Reinigungssubstanzen, Tensiden oder kosmetischer Lotion getränkt.

Gesehen, um Unserem Erlass vom 18. September 2015 zur Festlegung eines Ordnungsrahmens für die Bestimmung der Anforderungen an die biologische Abbaubarkeit und an die Zersetzbarkeit von Produkten, die für die Entsorgung über Toiletten entwickelt worden sind, beigefügt zu werden

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Wirtschaft
K. PEETERS

Die Ministerin der Volksgesundheit
Frau M. DE BLOCK

Die Ministerin der Umwelt
Frau M.-C. MARGHEM

Anlage 2

Zugelassen sind Produkte, die folgende Kriterien erfüllen:

Kriterium I - Zersetzbarkeitstests

	Testmethode	Kriterien
Ableitungs- und Abflusstest	<p>Der Test simuliert eine normale Benutzung der Toilette während zwei Tagen durch eine vierköpfige Familie und wird mindestens dreimal wiederholt.</p> <p>Für vliesartige Hygienetücher besteht der Test aus fünfunddreißig Spülvorgängen, wobei das Produkt in einer vorbestimmten Abfolge hinzugefügt wird. Diese Abfolge umfasst Spülvorgänge mit nur Wasser (Urinieren bei Männern), Spülvorgänge mit Wasser, dem das Produkt und Toilettenpapier hinzugefügt sind (Urinieren bei Frauen), und Spülvorgänge mit Wasser, dem das Produkt, simulierte Fäkalien und Toilettenpapier hinzugefügt sind (Stuhlgang).</p> <p>Nach jedem Spülvorgang wird beurteilt, inwiefern das Produkt aus der Toilettenschüssel und dem Siphon abgeleitet worden ist. Zudem wird nach jedem Spülvorgang bestimmt, wo sich die abgeleiteten Stoffe im Abflussrohr befinden. Auf der Grundlage dieser Informationen kann berechnet werden, wo sich das Massenzentrum der Stoffe im Abflussrohr in Bezug auf die Toilette befindet, woraus sich das Verstopfungspotenzial ergibt.</p>	<p>Für Produkte, die ab dem 1. Januar 2019 in Verkehr gebracht werden:</p> <p>Der Nachweis ist erbracht, dass die Vorbereitung der Testprobe, die simulierten Fäkalien und die Bestimmung des Trockengewichts die Korrektheit und Genauigkeit des Tests gewährleisten.</p> <p>Bei Verwendung des betreffenden Produkts erfolgt keine statistisch signifikante Verlegung des Massenzentrums der Rückstände im Vergleich zu einem Referenztest mit in Belgien in Verkehr gebrachtem Toilettenpapier.</p>
Rasche mechanische Zersetzbarkeit	<p>Die Testvorrichtung besteht aus einem schwenkbaren Behälter mit zwei Litern Leitungswasser oder Abwasser, in dem ein Gegenstand (beispielsweise ein Hygienetuch) mindestens drei Stunden lang inkubiert wird.</p> <p>Anschließend wird der Inhalt des Behälters auf ein Flachsieb mit einer Maschenweite von 12,5 mm verbracht. Das auf dem Sieb zurückgebliebene Material wird entnommen und gravimetrisch analysiert.</p> <p>Diese Messung dient dazu, anhand des Unterschieds zu berechnen, wie viel Prozent ursprünglicher Trockenmasse des Gegenstands durch das Sieb gegangen ist.</p> <p>Dieser Test wird mit mindestens sechs gleichen Gegenständen durchgeführt.</p>	<p>Der Nachweis ist erbracht, dass die Vorbereitung der Testprobe und die Bestimmung des Trockengewichts die Korrektheit und Genauigkeit des Tests gewährleisten.</p> <p>Mehr als 25 % der ursprünglichen Trockenmasse eines Gegenstands muss durch ein Sieb mit einer Maschenweite von 12,5 mm gehen und diese Bedingung muss für mindestens 70 % der getesteten gleichen Gegenstände erfüllt sein.</p>
Pumptest	<p>Einzelartikel werden in die Einlassöffnung einer laufenden Pumpe eingeführt, während der Energieverbrauch in Abständen von einer Sekunde mit einem Grundwert verglichen wird.</p> <p>Die Testvorrichtung besteht aus einer ITT-Flygt-Pumpe, Modell C-3085.183 oder Modell mit gleichwertiger Leistung, deren Fördermenge mit ihrem hydraulischen Wirkungsgrad von 100 % (21,2 Liter pro Sekunde) übereinstimmt. Erreicht die Pumpe eine stabile Drehzahl, dürfen weder Fördermenge noch Position des Absperrschiebers noch Einstellungen der Pumpe in keiner Weise mehr angepasst werden, nachdem die Grundfördermenge festgelegt ist. Die Pumpe wird fünf Minuten lang unter diesen Bedingungen in Betrieb gesetzt, sodass ein Gleichgewichtszustand oder ein Grundwert für den Energieverbrauch vor Einführung der Produkte bestimmt werden kann.</p>	<p>Je nach Integration der Kurven des Energieverbrauchs darf der durchschnittliche Anstieg des Energieverbrauchs im Vergleich zum Grundwert für die fünf Durchgänge nicht mehr als 15 % betragen.</p> <p>Bei höchstens 10 % der individuellen Datenpunkte, die während der fünf Durchgänge registriert werden, darf der Energieverbrauch im Vergleich zum Grundwert um mehr als 10 % steigen.</p>

	Testmethode	Kriterien
	<p>Anschließend wird zehn Minuten lang alle zehn Sekunden ein Artikel, insgesamt sechzig Gegenstände, in den Einlass der Pumpe eingeführt. Nach Einführung der Testproben läuft das Gerät noch weitere fünf Minuten lang. Der Energieverbrauch der Pumpe und ihre Fördermenge am Auslass werden ständig kontrolliert und registriert.</p> <p>Der Test besteht aus fünf getrennten Durchgängen gemäß vorstehender Beschreibung, wobei jeweils sechzig Artikel eingeführt werden.</p> <p>Bei jedem dieser fünf Durchgänge wird für jeden Datenpunkt bestimmt, um wie viel Prozent der Energieverbrauch im Vergleich zum Grundwert gestiegen ist. Zudem werden die Flächen unter den Kurven des Energieverbrauchs für die Grundlinie und die Testzeiträume während der Durchgänge integriert und dann verwendet, um zu berechnen, um wie viel Prozent der Energieverbrauch im Vergleich zum Grundwert gestiegen ist.</p> <p>Für andere Produkte als Hygienetücher kann es erforderlich sein, die Abfolge der Hinzufügung zu ändern, um die spezifischen Gewohnheiten und Praktiken für diese Produkte widerzuspiegeln.</p>	
Aerobe biologische Abbaubarkeit	<p>Bei dieser Testmethode wird die in einem Sieb mit einer Maschenweite von einem mm zurückbleibende Masse eines Produkts gemessen, das vierzehn Tage lang bei Umgebungstemperatur eines Labors ($22 \pm 3^\circ\text{C}$) in einer Mischflüssigkeit aus Belebtschlamm inkubiert worden ist. Das Produkt wird in einen Schikanekolben gefüllt, der einen Liter Belebtschlamm enthält. Der Kolben wird auf einer rotierenden Schüttelmaschine geschüttelt, um den Schlamm zu belüften. Nach einer vierzehntägigen Testperiode wird der Inhalt des Kolbens in einem Sieb mit einer Maschenweite von einem mm gesiebt. Die Rückstände im Sieb werden entnommen, getrocknet und gravimetrisch analysiert. Der Grad der biologischen Abbaubarkeit wird auf der Grundlage der Gesamtmasse berechnet, die durch das Sieb gegangen ist.</p>	<p>Der Test wird durch eine biologisch abbaubare Referenz (positive Kontrollprobe) validiert, um zu überprüfen, ob der Schlamm tatsächlich biologisch aktiv ist. Dieses Material muss in einer festen Form vorliegen, die nicht durch ein Sieb mit einer Maschenweite von einem mm geht, wie gereinigte Watte zur medizinischen Verwendung.</p> <p>Der Nachweis ist erbracht, wenn die vorherige Ausspülung der getesteten Produkte, die Bestimmung des Trockengewichts der Produkte und Produktreste, das Auffangen, der Transport, die Vorbereitung und Beschreibung des Abwassers und des Schlamms sowie das Sieben und die Entnahme der Produktreste die Korrektheit und Genauigkeit des Tests gewährleisten.</p> <p>Der durchschnittliche Prozentsatz der ursprünglichen Trockenmasse des Produkts, das nach vierzehn Tagen in einem Sieb mit einer Maschenweite von einem mm gesiebt wird, muss mehr als 95 % betragen.</p>
Anaerobe biologische Abbaubarkeit	<p>Bei diesem Versuch wird die in einem Sieb mit einer Maschenweite von einem mm zurückbleibende Masse eines Produkts gemessen, die achtundzwanzig Tage lang bei $35 \pm 3^\circ\text{C}$ in Faulschlamm inkubiert worden ist. Das Produkt wird in einen Testbehälter von zwei Litern Fassungsvermögen gefüllt, der 1,5 Liter Faulschlamm enthält. Nach achtundzwanzig Tagen wird der Inhalt des Behälters in einem Sieb mit einer Maschenweite von einem mm gesiebt. Die Rückstände im Sieb werden entnommen, getrocknet und gravimetrisch analysiert. Der Grad der biologischen Abbaubarkeit wird auf der Grundlage der Gesamtmasse berechnet, die durch das Sieb gegangen ist.</p>	<p>Der Test wird durch eine biologisch abbaubare Referenz (positive Kontrollprobe) validiert, um zu überprüfen, ob der Schlamm tatsächlich biologisch aktiv ist. Dieses Material muss in fester Form vorliegen, die nicht durch ein Sieb mit einer Maschenweite von einem mm geht, wie gereinigte Watte zur medizinischen Verwendung.</p> <p>Der Nachweis ist erbracht, wenn die vorherige Ausspülung der getesteten Produkte, die Bestimmung des Trockengewichts der Produkte und Produktreste, das Auffangen, der Transport, die Vorbereitung und Beschreibung des Abwassers und des Schlamms sowie das Sieben und die Entnahme der Produktreste die Korrektheit und Genauigkeit des Tests gewährleisten.</p> <p>Der durchschnittliche Prozentsatz der ursprünglichen Trockenmasse des Produkts, das nach achtundzwanzig Tagen in einem Sieb mit einer Maschenweite von einem mm gesiebt wird, muss mehr als 95 % betragen.</p>

Kriterium II - Biologische Abbaubarkeit

Für Feststoffanteile:

Für Produkte, deren Feststoffanteile nicht ausschließlich aus Cellulosefasern bestehen, erfüllen die Bestandteile der Produkte folgende Anforderungen an die biologische Abbaubarkeit, gemessen nach folgenden Testmethoden:

Biologische Abbaubarkeit	Testmethode	Kriterien
aerob	OECD 301b Die Proben imprägnierter Produkte werden vor dem Test ausgespült.	Die biologische Abbaubarkeit innerhalb von achtundzwanzig Tagen muss mehr als 60 % betragen. Sämtliche verbleibende oder vorhandene Feststoffanteile, wie Biosyntheseprodukte, werden der Restbiomasse zugeschlagen.
anaerob	OECD 311 Die Proben imprägnierter Produkte werden vor dem Test ausgespült.	Die biologische Abbaubarkeit innerhalb von sechsundfünfzig Tagen muss mehr als 70 % betragen. Sämtliche verbleibende oder vorhandene Feststoffanteile, wie Biosyntheseprodukte, werden der Restbiomasse zugeschlagen.

Für Tenside, mit denen Rückstände imprägniert sind:

Tenside sind den Beschränkungen aufgrund der biologischen Abbaubarkeit unterworfen, die in Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 648/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 31. März 2004 über Detergenzien vorgesehen sind.

Gesehen, um Unserem Erlass vom 18. September 2015 zur Festlegung eines Ordnungsrahmens für die Bestimmung der Anforderungen an die biologische Abbaubarkeit und an die Zersetzbarkeit von Produkten, die für die Entsorgung über Toiletten entwickelt worden sind, beigefügt zu werden

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Wirtschaft

K. PEETERS

Die Ministerin der Volksgesundheit

Frau M. DE BLOCK

Die Ministerin der Umwelt

Frau M.-C. MARGHEM

Anlage 3



Anbringung: Das Symbol muss auffallen und deutlich sichtbar und lesbar auf der Erstverpackung von Verbrauchsgütern angebracht sein. Das Logo darf nicht durch die Versiegelung der Verpackungen verdeckt sein.

Farbe: Das Logo muss in dunkler Farbe auf hellem Grund abgebildet sein.

Größe: Durchmesser $\geq 1,1$ cm für die Erstverpackung.

Durchmesser $\geq 2,5$ cm für die Zweitverpackung der Produkte, beispielsweise auf Verpackungen von Produktbündeln oder auf Präsentationsverpackungen.

Gesehen, um Unserem Erlass vom 18. September 2015 zur Festlegung eines Ordnungsrahmens für die Bestimmung der Anforderungen an die biologische Abbaubarkeit und an die Zersetzbarkeit von Produkten, die für die Entsorgung über Toiletten entwickelt worden sind, beigefügt zu werden

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Wirtschaft

K. PEETERS

Die Ministerin der Volksgesundheit

Frau M. DE BLOCK

Die Ministerin der Umwelt

Frau M.-C. MARGHEM

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29525]

30 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création de 5 nouveaux dispositifs d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement fondamental et secondaire en application de l'article 4 du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, pour l'année scolaire 2015-2016

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et plus particulièrement son article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2012 portant application du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 portant règlement de son fonctionnement;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 7 septembre 2015 et le 28 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 septembre 2015;

Sur proposition de la Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, pour l'enseignement fondamental, deux dispositifs supplémentaires d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants sont autorisés, pour l'année scolaire 2015-2016, dans les établissements scolaires suivants :

1. Ecole fondamentale du Canal, rue du Canal 57, à 1000 BRUXELLES (FASE 93);
2. Ecole fondamentale communale n°14, rue Capronnier 1, à 1030 SCHAERBEEK (FASE 747).

Art. 2. En région de langue française, pour l'enseignement fondamental, deux dispositifs supplémentaires d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants sont autorisés, pour l'année scolaire 2015-2016, dans les établissements scolaires suivants :

1. Ecole communale fondamentale, allée des Hêtres 2, à 7140 MORLANWELZ (FASE 1587);
2. Ecole fondamentale communale Arthur Haulot, boulevard des Combattants 134, à 7500 TOURNAI (FASE 1661).

Art. 3. En région de langue française, pour l'enseignement secondaire, un dispositif supplémentaire d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants est autorisé, pour l'année scolaire 2015-2016 à l'Athénée Royal Jules Bara, rue Duquesnoy 24, à 7500 TOURNAI (FASE 1696).